

Marché N°2025-13

OBJET DU MARCHÉ

**PRESTATIONS DE MEDECINE DU TRAVAIL (GROUPEMENT DE COMMANDES
HAUTE AUTORITE DE SANTE, ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG-SIÈGE ET
AGENCE DE BIOMEDECINE)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Mode de passation : La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

Le présent CCAP comprend 26 pages numérotées de 1 à 25.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR CONTRACTANT	3
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	3
1.2 Point de contact	4
ARTICLE 2 - MISSIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2.1 La Haute Autorité de santé	4
2.2 L'Agence de Biomédecine	4
2.3 L'Établissement Français du Sang	6
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHE	8
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	8
ARTICLE 5 - FORME ET MONTANT DU MARCHE	8
5.1 Forme	8
5.2 Prix.....	8
ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE	8
ARTICLE 7 - MODALITES D'AFFERMISSEMENT	9
ARTICLE 8 - PIECES CONTRACTUELLES.....	9
ARTICLE 9 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLEMENTAIRES.....	9
ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DES PARTIES	10
10.1 Relations entre les parties	10
10.2 Obligations du Titulaire	10
10.2.1. Obligations de résultat.....	10
10.2.2. Obligation d'information, de conseil et de mise en garde	11
10.2.3. Composition de l'équipe dédiée.....	11
10.2.4. Obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité	12
10.2.5. Confidentialité.....	13
10.2.6. Secret médical et déontologie	14
10.3 Obligations du pouvoir adjudicateur	14
ARTICLE 11 - DEVELOPPEMENT DURABLE.....	14
ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	15
ARTICLE 13 - LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE	15
13.1 Exécution des prestations dans les locaux du Titulaire	15
13.2 Exécution des prestations dans les locaux du pouvoir adjudicateur	15
ARTICLE 14 - PROCEDURE DE COMMANDES	16
14.1 Définition du bon de commande	16
14.2 Emission des bons de commande	16
14.3 Contenu des bons de commande.....	16
ARTICLE 15 - PRIX	17
15.1 Généralités	17
15.2 Forme des prix.....	17
15.3 Révisions	17
ARTICLE 16 - MODALITES DE REGLEMENT	18

16.1 Acomptes	18
16.2 Avance	18
16.3 Forfait annuel relatif au suivi médical d'un collaborateur	18
16.4 Paiement.....	19
16.4.1. Les prestations relatives à l'exécution de la tranche ferme	19
16.4.2. Les prestations relatives à la tranche optionnelle.....	19
16.5 Remise des factures	19
16.6 Délai de paiement	20
16.7 Suspension du délai de paiement.....	20
16.8 Intérêts moratoires	21
16.9 Renseignements d'ordre comptable	21
ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE	21
17.1 Conditions de la sous-traitance	21
17.2 Responsabilité du Titulaire en cas de sous-traitance	21
17.3 Acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement	21
17.3.1. Demande de sous-traitance.....	22
17.3.2. Modification du volume de prestations sous-traitées.....	22
17.3.3. Paiement de la sous-traitance	22
ARTICLE 18 - PENALITES	22
18.1 Généralités	22
18.2 Pénalités applicables au Titulaire	23
18.2.1. Pénalités pour annulation de la prestation sans respect d'un délai de prévenance par le Titulaire	23
18.2.2. Pénalités pour remise des livrables postérieure aux délais fixés	23
18.2.3. Pénalités pour absence aux réunions de suivi et réunions des instances représentatives du personnel	23
18.2.4. Pénalités pour violation des obligations de confidentialité, de secret médical et de neutralité	23
18.2.5. Pénalités pour non-respect de l'interdiction du travail dissimulé	23
18.2.6. Pénalités pour non-communication d'attestation d'assurance.....	23
ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE	23
ARTICLE 20 - DISPOSITIF DE VIGILANCE	24
ARTICLE 21 - ASSURANCES	24
ARTICLE 22 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	24
ARTICLE 23 - DROIT APPLICABLE - LANGUE DU MARCHE.....	24
ARTICLE 24 - RESILIATION	24
ARTICLE 25 - LITIGES	25
25.1 Règlement amiable.....	25
25.2 Procédure contentieuse.....	25
ARTICLE 26 - REFERENCES COMMERCIALES	25
ARTICLE 27 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	25

ARTICLE 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR CONTRACTANT

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

La consultation est lancée en groupement de commandes en vertu des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique. Il est composé de trois membres décrits ci-dessous :

Haute Autorité de santé (HAS) (Coordonnateur)

5, Avenue du Stade de France – Immeuble Green Corner

93 218 Saint-Denis La Plaine Cedex

www.has-sante.fr

N°SIRET : 110 000 445 00020 - Code APE : 8411Z

Représentant de la HAS : Le président du collège de la Haute Autorité de santé

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du code de la commande publique : Le président du collège de la Haute Autorité de santé

Comptable assignataire chargé des paiements : L'Agent comptable de la Haute Autorité de santé

Agence de la Biomédecine (ABM)

1 avenue du Stade de France

93212 Saint-Denis La plaine

www.agence-biomedecine.fr

N° SIRET : 180 092 587 00013 - Code APE : 8412Z

Représentant de l'ABM : Marine JEANTET - Directrice générale

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du code de la commande publique : La Directrice générale de l'Agence de la biomédecine

Comptable assignataire chargé des paiements : L'Agent comptable de l'Agence de la biomédecine

Etablissement Français du Sang (EFS) – Siège

20 avenue du Stade de France

93218 SAINT DENIS Cedex

www.efs.sante.fr

N° SIRET : 428 822 852 02140 - Code APE : 8690C

Représentant de l'EFS : Frédéric PACOUD – Président de l'EFS

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du code de la commande publique : Monsieur le Président de l'Établissement Français du Sang (adresse identique)

Comptable assignataire chargé des paiements : Monsieur l'Agent Comptable Principal de l'EFS (adresse identique)

La HAS a été désignée **coordonnateur du groupement** et en tant que tel, elle assure la préparation, la passation, l'attribution, la signature et la notification du marché, ainsi que des avenants le cas échéant – avec l'appui et en coordination avec les autres membres du groupement à chaque étape.

Ci-après dénommés « le pouvoir adjudicateur ».

Il est entendu que lorsque le terme « pouvoir adjudicateur » est employé dans le contexte du marché, il désigne l'ensemble des membres du groupement agissant par l'intermédiaire du coordonnateur.

1.2 Point de contact

Pôle Achats et marchés publics

Téléphone : 01 55 93 37 96

Courrier électronique : marche.public@has-sante.fr

Adresse du profil d'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

ARTICLE 2 - MISSIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

2.1 La Haute Autorité de santé

La Haute Autorité de santé (HAS) est une autorité publique indépendante à caractère scientifique, créée par la loi du 13 août 2004 relative à l'Assurance maladie.

La HAS développe la qualité dans le champ sanitaire, social et médico-social. Elle travaille aux côtés des pouvoirs publics dont elle éclaire les décisions, avec des professionnels pour optimiser leurs pratiques et leurs organisations, et au bénéfice des usagers pour renforcer leurs capacités à faire leurs choix.

Elle a trois missions principales :

- **Évaluer** les médicaments, dispositifs médicaux et actes professionnels en vue de leur remboursement,
- **Recommander** les bonnes pratiques professionnelles, élaborer des recommandations vaccinales et de santé publique,
- **Mesurer et améliorer** la qualité dans les hôpitaux, cliniques, en médecine de ville, et dans les structures sociales et médico-sociales.

La HAS exerce son activité dans le respect de trois valeurs : la rigueur scientifique, l'indépendance et la transparence.

Elle coopère avec tous les acteurs au service de l'intérêt collectif et de chaque citoyen et porte les valeurs de solidarité et d'équité du système de santé.

Organisation

- Un Collège de huit membres, dont un président, le Professeur Lionel Collet
- Des commissions spécialisées
- Des services répartis en cinq directions opérationnelles
- 481 collaborateurs
- 1 638 experts externes
- 76,15 M€ de budget exécuté en 2024.

Pour de plus amples détails concernant les missions, les productions et l'actualité de la HAS, consulter le site Internet www.has-sante.fr

2.2 L'Agence de Biomédecine

Créée par la loi de bioéthique de 2004, l'Agence de la biomédecine, agence d'Etat, a pour mission de contribuer au développement maîtrisé de toutes les thérapeutiques utilisant des éléments du corps humain, organes, tissus, cellules, gamètes, à l'exception du sang.

Elle est compétente dans le champ de la procréation, l'embryologie et la génétique humaines, avec les activités thérapeutiques et biologiques d'assistance médicale à la procréation, de diagnostic prénatal, de génétique et de recherche sur les cellules souches embryonnaires et l'embryon humains. Dans le champ de la greffe, dans la continuité de l'Établissement français des Greffes dont elle est issue, elle couvre les activités de prélèvement et de greffe d'organes et de tissus. Elle s'occupe également de l'activité de prélèvement et de greffe de cellules souches hématopoïétiques. Elle est la seule agence en Europe à rassembler ces quatre domaines.

Les missions de l'Agence de la biomédecine

L'Agence de la biomédecine contribue, par l'encadrement, le contrôle, l'évaluation et l'expertise, au respect des règles éthiques et de sécurité sanitaire ainsi qu'à l'amélioration de la transparence des activités médicales, scientifiques et biologiques relevant de sa compétence. Elle participe à l'élaboration, l'évolution et l'application de la réglementation de ces activités, en lien avec les services de l'Etat, l'Assurance maladie, les autres agences sanitaires, les professionnels de santé et les parties prenantes.

Après la publication des textes législatifs et réglementaires, elle met en œuvre les nouvelles dispositions et accompagne les professionnels de santé dans leur application. En matière d'évaluation, elle analyse les résultats des activités pour mesurer leur efficacité et concourir à l'évolution des pratiques. Dans chaque domaine d'activité, la loi lui attribue des missions spécifiques.

Dans le domaine de la greffe d'organes et de tissus, l'Agence de la biomédecine :

- Gère la liste nationale des personnes en attente de greffe, le registre national des refus au prélèvement d'organes et de tissus ainsi que le registre des dons croisés ;
- Elabore les règles de répartition des organes ;
- Assure la régulation des prélèvements d'organes, la répartition et l'attribution des greffons ;
- Organise le travail des comités d'experts autorisant le prélèvement sur donneur vivant ;
- Suit l'état de santé des donneurs vivants d'organes ;
- Développe l'information sur le don, le prélèvement et la greffe d'organes, de tissus et promeut le don de ces éléments ;
- Met en œuvre le dispositif de biovigilance sur les éléments et produits du corps humain et les dispositifs médicaux les incorporant, sur les activités qui y sont liées et sur les donneurs de ces éléments et les patients qui les reçoivent.

Concernant le don et la greffe de moelle osseuse, l'Agence de la biomédecine :

- Fixe les objectifs quantitatifs et qualitatifs de recrutement de donneurs non apparentés, et de recueil/conservation des unités de sang placentaire ;
- Gère le registre des volontaires au don de moelle osseuse, les inscriptions, les interrogations des registres nationaux et internationaux de donneurs et des banques de sang placentaire, et l'organisation des prélèvements pour les médecins greffeurs ;
- Evalue les activités de prélèvement et de greffe ;
- Publie ses rapports d'activités, accessibles sur son site : www.agence-biomedecine.fr ;
- Participe à la formation des professionnels pour améliorer la qualité de ces activités ;
- Met en œuvre un dispositif de vigilance pour les activités en lien avec la greffe et le don de cellules souches hématopoïétiques ;
- Suit l'état de santé des donneurs ;
- Développe l'information sur le don, le prélèvement et la greffe de moelle osseuse.

Dans le champ de l'assistance médicale à la procréation (AMP), de la génétique et des diagnostics, l'Agence :

- Délivre les autorisations d'activité des centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal et des centres de diagnostic préimplantatoire et exerce le contrôle de leurs activités (mission d'inspection) ;
- Donne un avis aux agences régionales de santé (ARS) qui délivrent les autorisations d'activité des centres cliniques et biologiques d'AMP et des laboratoires de cytogénétique, y compris moléculaire, et de génétique moléculaire ;
- Agrée les praticiens pour les activités de diagnostic préimplantatoire et de génétique humaine ;
- Met en œuvre un dispositif de vigilance pour les activités cliniques et biologiques d'AMP ;
- Met en place un suivi de la santé des personnes ayant recours à l'AMP et des enfants qui en sont issus, ainsi que des femmes donneuses d'ovocytes ;
- Délivre les autorisations d'importation et d'exportation des cellules reproductives (i.e. les gamètes : spermatozoïdes et ovocytes) ou de déplacement d'embryons ;

- Gère le registre des activités d'AMP et le registre des donneurs de gamètes et d'embryons (nouvelle mission conférée par la loi de bioéthique de 2021) ;
- Développe l'information sur le don de gamètes et promeut ce don.

Dans le champ de la recherche sur les cellules souches embryonnaires humaines et l'embryon humain, l'Agence :

- Délivre les autorisations de protocoles de recherche *in vitro* sur les cellules souches embryonnaires humaines et l'embryon humain ;
- Délivre les autorisations d'importation, de conservation et de cession de cellules souches embryonnaires à des fins de recherche ;
- S'assure que les travaux sont menés en conformité avec les conditions de délivrance de l'autorisation et les règles éthiques et peut suspendre ou retirer les autorisations qu'elle a délivrées.

Pour de plus amples informations sur les missions et l'organisation de l'Agence de la biomédecine, vous pouvez consulter son site Internet institutionnel : www.agence-biomedecine.fr, où son rapport d'activité annuel est consultable.

2.3 L'Établissement Français du Sang

Sous tutelle du ministère des Affaires sociales et de la santé, l'Etablissement Français du Sang est un établissement public de l'Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l'EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L'EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit.

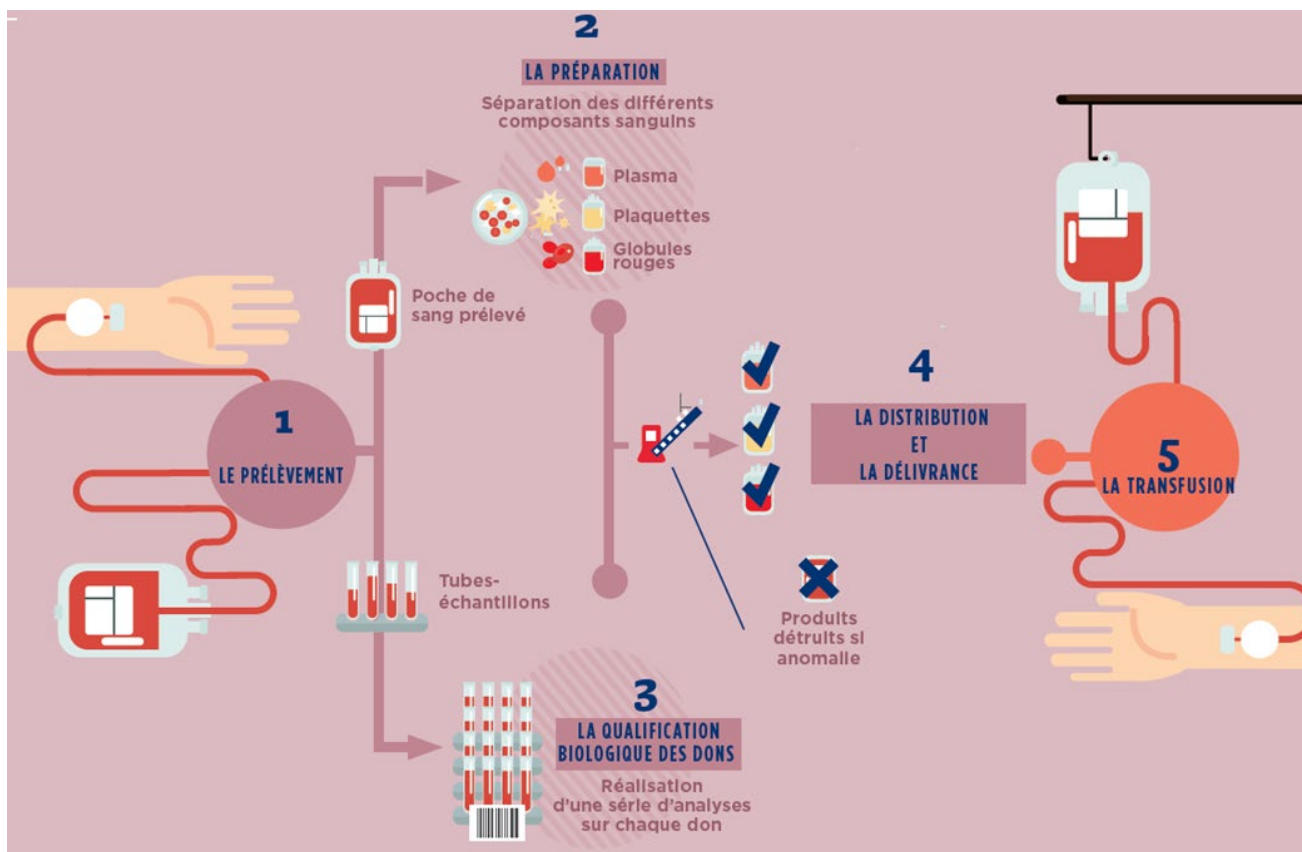
L'EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d'assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l'EFS adapte en permanence l'activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l'ensemble du territoire.

L'EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

Les missions principales de l'EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l'EFS bénéficie d'un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l'activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



Parcours d'une poche de sang

- Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

- La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

- Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

- La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

- La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

Les autres missions de l'EFS

L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Etablissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l'EFS effectue des examens d'immuno-hématologie " receveur " afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L'EFS assure également l'approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l'EFS s'implique également dans d'autres activités comme l'ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de médecine du travail auprès du personnel des membres du groupement tel que spécifiés dans la liste mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT

La présente consultation n'est pas allotie considérant que les prestations objet du marché sont homogènes et ne permettent pas l'identification de prestations distinctes.

ARTICLE 5 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

5.1 Forme

Le présent marché est un marché de services.

Il comprend une tranche ferme et une tranche optionnelle.

La tranche ferme couvre les prestations réalisées pour la HAS et l'ABM. La tranche optionnelle couvre les prestations réalisées pour l'EFS.

5.2 Prix

Le marché, tranche ferme et tranche optionnelle incluses, sera exécuté à prix mixtes.

Les prix forfaitaires sont détaillés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF - annexe 1 à l'acte d'engagement).

Les prix unitaires sont détaillés dans le bordereau des prix unitaires (BPU - annexe 2 à l'acte d'engagement). La part relative aux bons de commandes est conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 10 000 € HT sur toute la durée du marché, tranche ferme et tranche optionnelle incluses, reconductions comprises.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (TVA notamment), frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du Titulaire.

ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché, tranche ferme et tranche optionnelle incluses, est conclu pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2026.

À la date anniversaire du marché, la durée pourra être reconduite tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois supplémentaires, soit une durée totale de 48 mois.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie une décision expresse de non-reconduction au Titulaire au moins 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution. En cas de non-reconduction, le Titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

ARTICLE 7 - MODALITES D'AFFERMISSEMENT

L'exécution de la tranche optionnelle du présent marché est subordonnée à la notification de l'avis conforme du CSE de l'EFS, signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et délivré au Titulaire par tout moyen (plateforme PLACE, courriel, lettre recommandée avec accusé de réception, etc.).

Le Titulaire devra alors exécuter la tranche optionnelle dans les conditions prévues dans les documents du marché.

Cette décision peut intervenir pendant toute la durée d'exécution de la tranche ferme.

Si la tranche optionnelle est affermée avec retard ou n'est pas affermée, le Titulaire ne peut bénéficier d'aucune indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 8 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - Annexe n°2 : Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le cas échéant, la déclaration d'acceptation du ou des sous-traitants ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son unique annexe :
 - Annexe n°1 : Clauses contractuelles prises en application du règlement européen sur la protection des données (RGPD) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- La proposition technique du Titulaire remise à l'appui de son offre.

Toute clause portée dans l'offre technique et financière du Titulaire, contraire aux dispositions des premiers documents du marché, est réputée non écrite.

Le CCAG-FCS bien que non joint, est réputé connu et accepté sans réserve par le Titulaire.

Les documents originaux sont conservés dans les archives de la HAS et font seuls foi.

ARTICLE 9 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLEMENTAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder, en application des articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, à des modifications du marché public dont le montant cumulé, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique, ne doit pas dépasser 50% du montant du marché initial.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder, en application de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique, à des modifications non substantielles du marché, quel qu'en soit le montant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le présent marché, tel que prévu à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Titulaire reconnaît que l'ensemble des informations fournies par le pouvoir adjudicateur lui est suffisant pour réaliser et assumer pleinement ses prestations et les engagements et garanties afférents.

Le Titulaire déclare avoir pris la mesure des attentes du pouvoir adjudicateur en matière d'efficacité et de rapidité de service, notamment en ce qui concerne le respect des délais d'exécution des prestations.

10.1 Relations entre les parties

Une relation régulière sera entretenue entre le service convocation du SST et le service des ressources humaines du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire désigne nommément, au sein de son personnel, une personne chargée des relations avec le pouvoir adjudicateur. En outre, il fournit ses coordonnées directes (cf. fiche contact).

Suite à la notification du marché, une réunion de lancement sera organisée entre les parties. Cette réunion aura pour but de réunir les interlocuteurs privilégiés de chacune des parties susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Par ailleurs pendant la durée d'exécution du marché, outre les réunions spécifiques à l'exécution de chaque prestation telle que mentionnées dans le CCTP, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser des réunions de suivi dudit marché.

La réunion de lancement ainsi que les éventuelles réunions de suivi du marché pourront avoir lieu en présentiel ou en distanciel.

10.2 Obligations du Titulaire

Outre les obligations spécifiques mentionnées pour chacune des prestations décrites dans le CCTP, le Titulaire est astreint aux obligations définies ci-après.

10.2.1. Obligations de résultat

Dans les circonstances normales d'exécution du marché, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble des prestations mises à sa charge. La simple non-atteinte de ce résultat suffit à engager sa responsabilité.

Il garantit au pouvoir adjudicateur que les prestations demandées seront bien réalisées dans les délais impartis, dans les conditions décrites au sein du présent CCAP, dans le CCTP et/ou dans sa proposition technique.

À ce titre, le Titulaire s'engage à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur, du personnel qualifié et en nombre suffisant pour exécuter les prestations dans les délais impartis.

Si le Titulaire se trouve dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et soumettre les justifications présentant un caractère de force majeure.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des précisions ou des éclaircissements au Titulaire s'il estime que la prestation délivrée n'est pas intelligible ou complète ou si elle ne répond pas aux exigences fixées par les pièces contractuelles du marché.

Si le Titulaire néglige de s'y conformer ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par le pouvoir adjudicateur, il peut en résulter, suivant le cas et à l'appréciation de celui-ci, l'application des mesures de résiliation telles que prévues au chapitre VII du CCAG-FCS.

Le Titulaire s'engage impérativement à remplacer le médecin du travail dédié au pouvoir adjudicateur, lorsqu'il est absent pour assurer la continuité des visites et prestations dues.

- ✓ Les absences du médecin du travail doivent obligatoirement faire l'objet d'une replanification en accord avec le pouvoir adjudicateur.
- ✓ En cas d'absence puis de non-remplacement physique de la prestation due, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des réfections totales ou partielles du prix du marché ou à un rejet entraînant le non-paiement de la prestation non effectuée.

Le Titulaire étant soumis à une obligation de résultat, il prend toute disposition nécessaire pour assurer la poursuite sans interruption des prestations.

10.2.2. Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

Le Titulaire s'engage à informer sans délai le pouvoir adjudicateur, de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du marché.

Le Titulaire s'engage notamment à informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute procédure qui entraînerait :

- ✓ Une modification du personnel intervenant,
- ✓ Une modification dans les méthodes et la déontologie de travail,
- ✓ Une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures,
- ✓ Une modification dans la structure juridique du Titulaire, la répartition de son capital,
- ✓ Une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

Dans le cas où ces informations ne lui auraient pas été transmises, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préavis, ni indemnités.

Si le Titulaire souhaite confier à un ou plusieurs sous-traitants l'exécution partielle des prestations, il en informe le pouvoir adjudicateur pour acceptation et agrément du ou des sous-traitants. Le Titulaire reste seul responsable :

- ✓ du respect des clauses du présent marché ;
- ✓ de la qualité technique des prestations réalisées.

En sa qualité de professionnel spécialiste des prestations objet du marché, le Titulaire, du fait de sa connaissance technique et de son savoir-faire, doit informer préalablement le pouvoir adjudicateur sur la nature de son intervention, sur les choix qu'il effectue, sur les conséquences de ces choix et sur les risques qui peuvent en résulter. Le Titulaire se doit d'anticiper les problématiques ou les risques que le pouvoir adjudicateur n'aurait pas soulevés.

Le Titulaire donne au pouvoir adjudicateur tous les conseils nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des prestations.

10.2.3. Composition de l'équipe dédiée

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations objets du présent marché par un ou plusieurs intervenants désignés par lui ci-après, de compétence et qualification adaptées à l'objet du marché et aux besoins du pouvoir adjudicateur.

La bonne exécution des prestations dépendant en particulier de la composition qualitative de l'équipe, le Titulaire du marché à l'obligation de maintenir en place chacun de ses membres pendant toute la durée du marché. En

outre, le Titulaire du marché s'engage à respecter la composition de l'équipe, telle que définie dans sa proposition technique et les différentes pièces transmises lors de la mise en concurrence.

Si au cours de la durée du marché l'un des intervenants n'était plus en mesure d'assurer la prestation, le Titulaire est tenu d'avertir le pouvoir adjudicateur et notamment le service ressources humaines par tout moyen permettant d'accuser réception à date certaine. Le cas échéant, le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise et proposera un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaires.

A ce titre, le Titulaire devra désigner un remplaçant d'expérience et de qualifications équivalentes et communiquera le CV, au plus tard dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date du courrier mentionné à l'alinéa précédent.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, les profils proposés par le Titulaire sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur ne les récusé pas dans un délai de 10 jours ouvrés courant à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus.

En cas de récusation d'un des profils, le Titulaire a l'obligation de proposer un nouveau profil dans un délai de 3 jours maximum à compter de la réception du refus du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS, à défaut de remplaçant le marché est résilié sans préavis ni indemnité.

Aucun de ces changements ne doit compromettre la bonne exécution des prestations ni le respect des délais.

En outre, le nouvel intervenant devant être opérationnel au jour du départ de l'ancien. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire.

10.2.4. Obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le Titulaire du marché assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public, par ses salariés, intervenants, prestataires et sous-traitants, lorsqu'ils exécutent des activités prévues au présent marché auprès des collaborateurs du pouvoir adjudicateur.

En premier lieu, ses salariés, intervenants, prestataires et sous-traitants s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les collaborateurs du pouvoir adjudicateur, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ses salariés, intervenants, prestataires et sous-traitants s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les collaborateurs.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des collaborateurs.

Le Titulaire du marché informe sans délai le pouvoir adjudicateur de tout manquement aux obligations d'égalité, de laïcité et neutralité lors des activités réalisées dans le cadre du présent marché, qu'il aurait constaté ou qui aurait été signalé à lui-même ou à ses salariés, intervenants, prestataires et sous-traitants, par des usagers ou tout autre personne. Il rend compte également, dans un délai de trois mois, des mesures d'investigation et de contrôle, ainsi que les mesures préventives et correctives prises.

Le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire du marché de tout manquement aux obligations d'égalité, de laïcité et neutralité lors des activités réalisées dans le cadre du présent marché, qui lui aurait été signalé, afin qu'il

prenne les mesures appropriées d'investigation et de contrôle, ainsi que les mesures préventives et correctives nécessaires. Le Titulaire rend compte des actions effectuées dans un délai de trois mois.

10.2.5. Confidentialité

Dans le cadre du marché, toutes les informations et données communiquées par le pouvoir adjudicateur au Titulaire, par écrit ou oralement, sont confidentielles.

Le Titulaire s'engage à :

- ✓ ne pas communiquer directement ou indirectement à des tiers des informations relatives à l'exécution des prestations ;
- ✓ traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- ✓ garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées, ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ✓ ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- ✓ ce que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

L'engagement de confidentialité est exigible pendant toute la durée contractuelle et 5 ans suivants le terme du marché.

Les données contenues dans les supports et documents du pouvoir adjudicateur ainsi que les échanges et données recueillies lors de l'exécution des prestations sont strictement couvertes par le secret professionnel et le secret industriel et commercial (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'**article 34 de la loi informatique et libertés modifiée**, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ✓ ne réaliser aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent marché, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;
- ✓ ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au marché ;
- ✓ ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- ✓ prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations recueillies et des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- ✓ prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- ✓ et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels, informatisés ou sonores stockant les informations saisies.

A ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des **articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal**.

Le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation immédiate du présent marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel et du secret industriel et commercial ou de non-respect des dispositions précitées.

Les obligations de confidentialité s'imposent aux équipes du Titulaire du marché.

10.2.6. Secret médical et déontologie

Tout médecin ou personnel auxiliaire intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché est tenu au secret médical et professionnel prévu par les articles suivants :

- ✓ Article 9 du code civil
- ✓ Article 226-13 du code pénal
- ✓ Article L 411-3 du code de l'action sociale et des familles

Ceci sous les réserves énoncées aux articles 226-13 et 226-14 du nouveau code pénal, et les articles 3 et 4 du code de déontologie de l'ANAS du 28/11/1994.

- ✓ Code de déontologie médical et notamment les articles suivants :
 - Art. 4 al 1 : « *Le secret professionnel, institué dans l'intérêt des patients, s'impose à tout médecin dans les conditions établies par la loi* ».
 - Art. 72 al 1 : « *Le médecin doit veiller à ce que les personnes qui l'assistent dans son exercice soient instruites de leurs obligations en matière de secret professionnel et s'y conforment* »
 - Art. 73 al 1 : « *Le médecin doit protéger contre toute indiscretion les documents médicaux concernant les personnes qu'il a soignées ou examinées, quels que soient le contenu et le support de ces documents* ».

A ce titre, le médecin du travail s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toutes remises de documents à des tiers, sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Cette obligation s'impose aux personnels du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser le pouvoir adjudicateur à résilier purement et simplement le marché sans préavis ni indemnités.

10.3 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- ✓ donner au Titulaire tout renseignement utile pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées ;
- ✓ mettre ponctuellement à la disposition du Titulaire le personnel compétent pour répondre à une question donnée. L'interlocuteur privilégié du Titulaire sera le coordonnateur du groupement, représenté par la responsable du service ressources humaines, son adjoint ou les membres de son équipe ;
- ✓ à respecter et à faire respecter strictement la confidentialité de tous les documents et informations concernant le Titulaire dont elle pourrait recevoir communication.

ARTICLE 11 - DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans la réalisation de ses prestations, le Titulaire s'engage à prendre en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Considérations environnementales

Le Titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère F light G (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales.

Le Titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur. Il doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant, dans les courriels d'accompagnement, d'éviter de les imprimer.

ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose de 10 jours maximum pour procéder aux opérations de vérification qualitatives à compter de l'exécution des services. À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision écrite expresse de réception, ajournement, réception avec réfaction ou rejet des prestations, qui est notifiée au Titulaire.

Réception : Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations si celles-ci correspondent aux stipulations du marché d'une part, et si l'ensemble des livrables prévus à chaque étape a bien été réalisé d'autre part. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au Titulaire.

Ajournement : Le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision d'ajournement dans l'hypothèse où elle juge que les prestations peuvent être améliorées moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point notamment, dans un délai de 48 heures par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS.

Réfaction : Lorsqu'une prestation ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché, le pouvoir adjudicateur peut l'admettre avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées dans les conditions prévues à l'article 30.3 du CCAG-FCS.

Rejet : Le pouvoir adjudicateur peut enfin décider de rejeter ces prestations. La décision de rejet doit être motivée.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai qui lui est imparti, les prestations sont considérées comme reçues avec effet à compter de l'expiration du délai.

ARTICLE 13 - LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE

13.1 Exécution des prestations dans les locaux du Titulaire

Les prestations faisant l'objet du marché seront exécutées principalement dans les locaux du Titulaire.

Le Titulaire veille à la qualité de l'accueil des collaborateurs reçus.

Le Titulaire s'engage à fournir des locaux en nombre suffisant, accessibles, équipés et adaptés à la réalisation des prestations. Le pouvoir adjudicateur doit y avoir accès pour effectuer sur place tout contrôle lié à l'exécution des prestations.

L'exécution des prestations dans les locaux du Titulaire ne doit pas induire pour le pouvoir adjudicateur de coût supplémentaire comme des frais d'hébergement ou de transport. Ainsi, la localisation géographique des locaux fournis par le Titulaire doit se situer à une distance maximale de 45 minutes en transports en commun, de la gare RER B La Plaine Stade de France, dans des conditions normales de circulation.

13.2 Exécution des prestations dans les locaux du pouvoir adjudicateur

Certaines prestations pourront être exécutées en distanciel ou dans les locaux du pouvoir adjudicateur (réunions de suivi, réunions des instances représentatives du personnel...) situés au :

- **Pour la HAS :**

Immeuble du Green Corner
5, avenue du Stade de France
93218 Saint-Denis-La Plaine Cedex

- **Pour l'ABM :**

1, avenue du Stade de France
93212 Saint-Denis La Plaine

- **Pour l'EFS :**

20, avenue du Stade de France
93218 Saint-Denis Cedex

ARTICLE 14 - PROCEDURE DE COMMANDES

14.1 Définition du bon de commande

Par bon de commandes, on entend toute commande de prestations, adressée au Titulaire avec indication du service utilisateur et signée d'une personne habilitée.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles dont le nom aura été communiqué par écrit au Titulaire.

Toute modification de la liste au cours de l'exécution du marché fera l'objet d'une décision notifiée au Titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

14.2 Emission des bons de commande

Pour l'exécution de toute prestation, le pouvoir adjudicateur établit un bon de commande, et l'adresse au Titulaire, une fois revêtu de la signature de l'une des personnes habilitées (cf. article 14.1).

Les bons de commande sont établis sur la base des prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires (annexe 2 à l'acte d'engagement).

La communication du bon de commande au Titulaire est effectuée par tout moyen permettant d'en accuser réception à date certaine (courrier ou courriel).

Une fois que le pouvoir adjudicateur a notifié le bon de commande, le Titulaire exécute les prestations correspondantes.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, quelle que soit la date de réalisation de la prestation. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Pour le présent marché, la durée d'exécution ne pourra s'étendre au-delà de 3 mois à compter de la date de fin de validité du marché.

14.3 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise :

- La référence au présent marché ;
- La ou les prestations commandées sur la base des prix renseignés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cas échéant les références du devis ;

- La date et le lieu d'exécution ;
- Les quantités commandées ;
- Les délais d'exécution ;
- Le(s) prix contractuel(s) unitaire(s) H.T. de la prestation ;
- Le décompte en valeur hors taxes de l'ensemble de la commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC de la commande.

ARTICLE 15 - PRIX

15.1 Généralités

L'unité monétaire applicable au présent marché alloti est l'Euro (€).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (TVA notamment), frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du Titulaire.

Les prix s'entendent hors taxes et sont majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

15.2 Forme des prix

Pour les prestations conclues à part forfaitaire, les prix initiaux figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF - annexe 1 à l'acte d'engagement) sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres finales (cf. date de la remise des offres par le Titulaire), appelé « mois zéro ».

La part à commandes est destinée à rémunérer les prestations susceptibles d'être commandées par le pouvoir adjudicateur, tout au long de l'exécution du présent marché. Ces prestations précisées au CCTP donneront lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur. Elles seront rémunérées, en fonction de la nature des prestations commandées, sur la base des prix unitaires contenus dans le bordereau des prix unitaires (BPU - annexe 2 à l'acte d'engagement).

15.3 Révisions

Les prix sont fermes, tranche ferme et tranche optionnelles comprises, pour la première année d'exécution du marché.

Ils sont ensuite révisibles tous les ans, à la date anniversaire du marché et sous réserve de reconduction(s) de celui-ci selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,8 + 0,2 \times S1/S0)$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

Po = Prix initial

S0 = Indice de référence retenu à la date de notification du marché

S1 = Dernier indice publié au jour de la demande de révision

L'indice de révision de prix retenu est le suivant : [Indice du coût du travail - Coût horaire - Activités spécialisées, scientifiques, techniques \(NAF rév. 2 section M\)](#)

La demande de révision émane du Titulaire du marché. Elle est accompagnée du justificatif de demande de révision de prix et faisant apparaître le prix initial et le prix révisé demandé.

Modalités de mise en œuvre des révisions :

Le Titulaire transmet au pouvoir adjudicateur les nouveaux prix applicables au 1^{er} janvier de l'année n+1, au plus tard au 31 octobre de l'année n.

La révision se fait prix par prix.

Le Titulaire fournit au pouvoir adjudicateur toute justification utile à l'appui de sa demande. La révision pourra intervenir à la baisse ou à la hausse.

Le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire, dans un délai d'un mois à compter de la réception de sa demande, de l'acceptation ou non de la révision.

En cas d'acceptation, les nouveaux tarifs sont applicables à compter du 1^{er} janvier de l'année n+1.

À la suite d'une révision des prix à la hausse, en cas de baisse de l'indice de référence constatée lors d'une échéance ultérieure, les prix sont révisés de plein droit par le pouvoir adjudicateur, qui en informe le Titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché. La révision à la baisse ne peut toutefois conduire à des prix inférieurs aux prix contractuels initiaux.

ARTICLE 16 - MODALITES DE REGLEMENT

16.1 Acomptes

Aucun acompte n'est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché.

16.2 Avance

Le mécanisme de l'avance ne s'applique pas au présent marché.

16.3 Forfait annuel relatif au suivi médical d'un collaborateur

Le prix des prestations faisant l'objet du marché correspond au montant annuel du suivi médical d'un collaborateur tel que renseigné dans la DPGF.

Le montant de ce forfait annuel est indépendant du nombre de visites effectuées dans l'année pour un même collaborateur. Par annuellement, il est entendu un forfait par année civile.

Ce suivi annuel comprend toutes les visites médicales, le dossier médical, et le suivi médical, les examens complémentaires effectués par l'équipe médicale ou la prise en charge par un des membres de l'équipe pluridisciplinaire (psychologue, ergonome, ...) ou par un prestataire extérieur tel que prévu par la législation (laboratoire d'analyses, cabinet de radiologie ou consultation d'un médecin spécialiste par exemple,) et les actions sur le milieu professionnel et les missions générales de prévention.

Ainsi, le Titulaire percevra annuellement une somme correspondant au produit du nombre de collaborateurs (effectif physique) calculé au 1^{er} janvier de l'année concernée multiplié par le montant annuel du suivi d'un collaborateur tel que prévu dans la DPGF.

Pour la prise en charge des nouveaux collaborateurs (collaborateurs entrants en cours d'année), il est établi au 31 décembre de l'année n un constat des effectifs physiques présents en fin d'année :

- Si l'effectif est inférieur ou égal à celui transmis au 1^{er} janvier de la même année, le montant de la facturation ne sera pas modifié ;
- Si l'effectif est supérieur à celui transmis au 1^{er} janvier de la même année, le différentiel donnera lieu à facturation complémentaire par application du forfait annuel.

16.4 Paiement

16.4.1. Les prestations relatives à l'exécution de la tranche ferme

Le paiement des prestations de la tranche ferme relevant de la part à commande s'effectue après admission desdites prestations et sur présentation d'une facture, après établissement du service fait.

Le paiement des prestations de la tranche ferme relevant de la part forfaitaire s'effectue trimestriellement à terme échu, après admission desdites prestations et sur présentation d'une facture sur la base de l'effectif transmis au 1^{er} janvier de l'année n.

Le paiement de la facturation complémentaire telle que décrite à l'article 16.3 s'effectue annuellement à terme échu, après admission desdites prestations et sur présentation d'une facture dans les conditions décrites dans ce même article.

16.4.2. Les prestations relatives à la tranche optionnelle

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle dans les conditions prévues à l'article 7 du présent CCAP, le paiement des prestations (relevant de la part à commande et de la part forfaitaire) sera effectué selon les mêmes modalités que celles prévues pour les prestations de la tranche ferme.

16.5 Remise des factures

Pour information, depuis le 1^{er} janvier 2020, tous les fournisseurs doivent adresser leurs factures à une structure publique de façon dématérialisée, en se connectant au portail Chorus Pro (www.chorus-pro.gouv.fr).

Ce portail, en plus de permettre l'envoi de factures dématérialisées, permet de suivre l'avancement de leur traitement. Ce service est entièrement gratuit et a pour objectif, entre autres, la réduction des coûts, le raccourcissement des délais de paiement et la sécurisation des échanges.

Pour rappel :

- le numéro SIRET de la HAS est : 110 000 445 00020.
- le numéro SIRET de l'ABM est : 180 092 587 00013.
- le numéro SIRET de l'EFS est : 428 822 852 02140.

S'agissant d'un groupement de commandes, chaque structure doit avoir une facturation séparée et est responsable de l'exécution financière la concernant.

- **Pour l'ABM**

En application de l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, le Titulaire adresse sa facture sous format électronique via le portail « Chorus Pro » à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

Numéro de SIRET de l'Agence : **180 092 587 00013**

Code service Chorus : **FACTURES_GE**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le Titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- 1- la date d'émission de la facture ;
- 2- la désignation des parties ;
- 3- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4- le **numéro de l'engagement** qui correspond au **numéro du bon de commande** adressé par l'ABM
(Si le numéro du bon de commande est inexact ou absent, la facture sera suspendue dans Chorus).
- 5- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;

- 6- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9- le numéro de SIRET du Titulaire.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation « CHORUS PRO ».

Toute erreur dans la transmission de facturation entraîne la suspension des délais de paiement jusqu'à ce que la facture parvienne à l'Agence via le portail chorus pro.

Toute réception de facture par un autre canal (courrier ou mail) sera rejetée.

- **Pour l'EFS**

Le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

16.6 Délai de paiement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans le délai maximum de 30 jours (pour la HAS et l'ABM) et 45 jours (pour l'EFS).

Chaque membre du groupement procède au paiement à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- Date de remise de la facture,
- Date d'admission des prestations.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le représentant du pouvoir adjudicateur fait mandater les sommes qu'il a admis dans le délai susvisé, le complément étant mandaté, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige qui peut en résulter.

16.7 Suspension du délai de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R. 2192-29 du code de la commande publique.

16.8 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai selon les textes en vigueur.

16.9 Renseignements d'ordre comptable

Les personnes habilitées à fournir les renseignements prévus par le code de la commande publique sont les personnes représentant le pouvoir adjudicateur.

Les ordonnateurs de la dépense et les comptables assignataires sont précisés dans le tableau suivant :

	Ordonnateurs de la dépense	Comptables assignataires
HAS	Président de la HAS	Agent Comptable de la HAS
ABM	Directrice générale de l'ABM	Agent Comptable de l'ABM
EFS	Président de l'EFS de l'EFS	Agent Comptable Principal de l'EFS

ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE

17.1 Conditions de la sous-traitance

La sous-traitance totale de l'exécution du marché est interdite.

Le Titulaire ne peut qu'en sous-traiter partiellement l'exécution à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire doit, en outre, exécuter avec sa propre main-d'œuvre, une part significative des prestations correspondant à son (ses) activité(s) de base.

Le Titulaire pourra avoir recours aux sous-traitants sous réserve de respecter les dispositions de la loi du 31 décembre 1975 sur la sous-traitance.

Au regard des termes de la Loi, quelle que soit la nature des intervenants sous-traitants (fournisseurs de services, éditeurs...), aucun lien contractuel ne sera établi entre le pouvoir adjudicateur et les éventuels sous-traitants.

Au cas où il serait constaté que les moyens affectés par le Titulaire sont insuffisants au regard des obligations qu'il a contracté, le Titulaire s'oblige à y remédier sans délai.

17.2 Responsabilité du Titulaire en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, le Titulaire reste tenu envers le pouvoir adjudicateur de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. Le Titulaire reste engagé à une obligation de résultat même en cas de sous-traitance.

17.3 Acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

17.3.1. Demande de sous-traitance

Dans le cas où le Titulaire entend recourir à la sous-traitance, il fournit au coordonnateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

Le Titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner au sens de l'article L. 2141-3 du code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un « acte spécial de sous-traitance » signé des deux parties. L'acte de sous-traitance doit parvenir au coordonnateur, deux semaines au plus tard avant le début de l'exécution de la partie du marché par le sous-traitant.

Les sous-traitants connus au moment de la remise de l'offre devront être déclarés à la remise de l'offre. Ceux qui pourraient apparaître en cours de réalisation des prestations devront être déclarés au fur et à mesure et préalablement à leur intervention.

Le sous-traitant ne pourra commencer sa mission qu'après acceptation écrite expresse du pouvoir adjudicateur.

17.3.2. Modification du volume de prestations sous-traitées

Dans le cas où le Titulaire du marché souhaite modifier le volume de prestations confiées à son sous-traitant régulièrement accepté, il tient ce dernier informé de cette modification par lettre recommandée avec accusé de réception. L'acceptation de cette modification est alors constatée par un « acte spécial de sous-traitance modificatif ».

17.3.3. Paiement de la sous-traitance

Le pouvoir adjudicateur étant soumis au titre II de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance, le sous-traitant direct du Titulaire du marché (sous-traitant dit de premier rang) qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution sous réserve que le montant des prestations sous traitées soit supérieur à 600 € TTC.

Le cas échéant, toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

ARTICLE 18 - PENALITES

18.1 Généralités

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent marché peut donner lieu à pénalisation.

Les pénalités prévues par le présent article ne présentent pas un caractère libératoire.

L'application des pénalités est indépendante des autres sanctions auxquelles le défaut dans l'exécution du marché peut donner lieu et, notamment, de la résiliation fautive de tout ou partie du présent marché ou, en tant que de besoin, d'une action en dommages intérêts.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la date effective de fin des relations contractuelles.

Le montant des pénalités vient en déduction des paiements à effectuer au titre du marché, indépendamment du recours direct de la HAS en cas d'insuffisance des sommes dues. Les pénalités seront calculées sur le montant toutes taxes comprises des prestations du marché.

18.2 Pénalités applicables au Titulaire

18.2.1. Pénalités pour annulation de la prestation sans respect d'un délai de prévenance par le Titulaire

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, l'annulation d'un rendez-vous par le Titulaire et sans respect d'un délai de prévenance minimal de 72 heures ouvrées l'expose, sans mise en demeure préalable à une pénalité de 60 € TTC (soit 50 € HT) par rendez-vous.

Ces dispositions ne sont pas applicables en cas d'évènement extérieur justifié (arrêt de travail, évènements familiaux).

18.2.2. Pénalités pour remise des livrables postérieure aux délais fixés

En cas de remise des livrables (notamment fiche de risques professionnels, plan prévisionnel d'activité...) par le Titulaire, postérieure aux délais fixés dans les pièces constitutives du marché, le Titulaire s'expose à une pénalité de 50 € TTC par livrable et par jour de retard.

18.2.3. Pénalités pour absence aux réunions de suivi et réunions des instances représentatives du personnel

En cas d'absence à une réunion de suivi ou réunion d'une instance représentative du personnel pour laquelle le Titulaire a été informé par le pouvoir adjudicateur dans les délais et dont l'ordre du jour comprend des points relatifs à la médecine du travail, le Titulaire s'expose à une pénalité de 100 € TTC par absence.

18.2.4. Pénalités pour violation des obligations de confidentialité, de secret médical et de neutralité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité (article 10.2.5), de secret médical et de déontologie (article 10.2.6), ainsi que des obligations visées à l'article 10.2.4, le Titulaire encourt une pénalité de 1 000 € TTC par violation constatée.

Un manquement grave ou répété est susceptible également de constituer un motif de résiliation pour faute, dans le cadre prévu à l'article 24.

L'application de cette pénalité n'exonère pas le Titulaire et les membres de son équipe des éventuelles poursuites pénales dont ils pourraient faire l'objet.

18.2.5. Pénalités pour non-respect de l'interdiction du travail dissimulé

En cas de non-production des attestations sociales et fiscales prévues aux articles 19 et 20 du présent CCAP, une pénalité de 100 € TTC par jour ouvré de retard sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire dans la limite des amendes prévues par les articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail et de 10% du montant du marché.

18.2.6. Pénalités pour non-communication d'attestation d'assurance

En cas de non-production de l'attestation d'assurances prévue à l'article 21 du présent CCAP, une pénalité de 50 € TTC par jour ouvré de retard sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire.

ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE

Les personnels employés par le Titulaire sont employés sous sa seule responsabilité, sans que le pouvoir adjudicateur puisse en aucun cas s'impliquer ni être impliquée dans leur recrutement ou leur gestion, étant

rappelé que le Titulaire fait son affaire personnelle de l'intégralité des moyens nécessaires à l'accomplissement de l'objet du présent marché.

Conformément aux articles L. 324-14 et R. 324-1 et suivants du code du travail, le Titulaire déclare expressément au pouvoir adjudicateur qu'il a respecté et respectera les obligations issues du code du travail et garantit que ni lui, ni ses cotraitants, sous-traitants et/ou fournisseurs n'a recours au travail dissimulé.

ARTICLE 20 - DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG-FCS.

ARTICLE 21 - ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le Titulaire devra remettre au pouvoir adjudicateur, une attestation de la police souscrite par le Titulaire auprès d'une compagnie notoirement solvable couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

ARTICLE 22 - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 23 - DROIT APPLICABLE - LANGUE DU MARCHE

Le droit applicable est le droit français.

Il en est ainsi pour les règles de fond et les règles de forme et ce, nonobstant les lieux d'exécution des obligations substantielles ou accessoires.

Dans le cadre de l'exécution du marché, tous les documents, documentations, livrables et les correspondances relatives au marché et les factures seront rédigées en français. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du Titulaire.

ARTICLE 24 - RESILIATION

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions et selon les modalités prévues au chapitre VII du CCAG-FCS.

La résiliation du marché pourra être prononcée aux frais et risques du Titulaire après une mise en demeure restée sans effet pour tout cas de résiliation pour faute.

Lorsque le pouvoir adjudicateur décide d'arrêter l'exécution des prestations en application des motifs prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le marché est résilié sans ouvrir droit à indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 25 - LITIGES

25.1 Règlement amiable

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à l'égard de laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

25.2 Procédure contentieuse

En cas de désaccord persistant, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil (7, rue Catherine Puig, 93100 Montreuil).

Il est rappelé que la loi française est seule applicable. En cas de Titulaire étranger, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 26 - REFERENCES COMMERCIALES

Le Titulaire ne pourra utiliser le nom des membres du groupement ou tout autre signe distinctif leur appartenant à titre de référence commerciale sans avoir obtenu leur accord express, préalable et écrit.

ARTICLE 27 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

- L'article 8 « Pièces contractuelles » déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.
- L'article 10.2.3 « Composition de l'équipe dédiée » déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.
- L'article 12 « Constatation de l'exécution des prestations » déroge aux articles 28.2 et 30.2 du CCAG-FCS.
- L'article 18 « Pénalités » déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS.